



Comment régler la question du Tramway

C'est de municipaliser le réseau et d'établir un service de jitney dans les différents quartiers.

La Commission Administrative de la Ville de Montréal vient de décider d'en appeler à la Commission des Utilités Publiques de la décision de la Commission des tramways, augmentant les tarifs de transport.

C'était la seule chose logique à faire et nous ne pouvons que féliciter la Commission Administrative et les échevins d'avoir pris cette décision: reste à savoir ce qu'il en adviendra. Il y a tant de dessous dans cette fameuse question du tramway, qu'on ne doit plus s'étonner de rien.

Nous ne désirons pas jouer le rôle de prophète, mais nous sommes persuadés que tout se terminera par un compromis qui — l'on peut en juger par les articles de nos quotidiens — sera toujours en faveur de la compagnie; les uns parlent de 6 ou 7 billets jaunes d'ouvriers avec correspondance matin et soir pour 25 cents; et cinq billets bleus sans correspondance durant le restant de la journée; d'autres croient que l'on maintiendra les taux actuels.

Enfin, certains disent que la Compagnie des tramways serait prête à annuler son contrat, à maintenir les taux actuels et à se faire racheter en 1922 par la Ville ou à continuer son service sans franchise aucune, ce qui lui permettrait alors de fixer ses taux elle-même, de s'exempter de payer une redevance quelconque et de s'assurer une franchise perpétuelle.

Ce qu'il y aurait de plus pratique à faire pour régler cette épineuse question serait de municipaliser le réseau, maintenant que nous avons une Commission Administrative et de fixer les tarifs de transport suivant le coût de l'exploitation. C'est la seule solution qui pourrait donner satisfaction au peuple et lui rendrait ce qui lui appartient de droit: la jouissance de ses rues et le contrôle de son service de transport.

Mais, en attendant cette municipalisation, que les citoyens s'aident eux-mêmes et qu'ils établissent un système de "jitneys". Cela a réussi ailleurs, pourquoi cela ne réussirait-il pas à Montréal? "Aide-toi et le Ciel t'aidera".

PARTI OUVRIER.

SECTION DE MONTREAL

Assemblée, dimanche 8 10.30 a.m.

Par la voie de la commission de presse du Parti Ouvrier du Canada, je dois prier les délégués d'être présents à l'assemblée qui aura lieu dimanche, le 6 juillet, à 10.30 a.m. au Temple du Travail.

De graves questions seront discutées, il y aura la question du tramway et le Parti Ouvrier est décidé de revendiquer les droits du peuple. La Ligue des Locataires est priée de s'affilier et de se faire représenter afin que par une action conjointe l'on puisse faire annuler le contrat de la Compagnie des Tramways.

Il y aura un rapport du comité de propagande recommandant de choisir immédiatement les candidats aux diverses charges pour les prochaines élections, tant que fédérales que provinciales et municipales. Il sera aussi question de l'arrestation des fils de cultivateurs.

M. Maynard, Président. Comité de presse.

L'ESCLAVAGE DES ENFANTS BELGES

Après avoir contraint aux travaux militaires les hommes du territoire envahi, les Allemands ont maintenant le comble à leur iniquité, étendant l'odieuse servage aux femmes, puis aux enfants.

Ces statistiques étonnantes donnent une illustration de ce que la civilisation doit payer comme prix de la folie et de la débauche de l'Allemagne. Le sort des vieillards en Belgique occupée. L'occupation allemande, rarifiant tous les produits, et de plus en plus, a imposé aux habitants du territoire belge envahi, la file devant les magasins ouverts par les autorités belges et la "Commission for Relief in Belgium". Une feuille toulousaine qui se garde bien de désigner l'auteur du fardeau de misère si lourd des occupants, trace, des vieillards dans une file, la douloureuse peinture suivante: "Le font la file pour eux-mêmes, pour leurs proches, pour leurs enfants retenus à d'autres besognes, pour leurs voisins occupés ou que la corvée fastidieuse obsède par trop. Leurs pauvres jambes fléchissent sous le poids cependant désirable de leurs corps amaigris; ils s'accrochent tant bien que mal aux murailles, leurs mains lamentables tremblottent, les doigts recroquevillés par l'ankylose et par le froid, esquissent quelques gestes vagues qui ponctuent leurs propos vagues encore par lesquels ils s'efforcent, au cours des longues heures d'attente, de tuer le temps. "Tuer le temps! Les mots ont parfois une ironie odieusement cruelle; c'est le temps qui les tue, lentement, petit à petit. Ces êtres aux quelconques toute une vie de travail n'a pas donné le droit de manger à leur faim. "Haves, amarrés, toussotants, lamentables, les vieux et les vieilles font la file; ils attendent leur tour avec résignation, comme ils attendent la mort."

LE PRIX DE LA FOLIE D'UNE NATION

Le représentant Frederick C. Hicks de New York, vient de compiler d'intéressantes statistiques sur le coût de la guerre. Ces chiffres démontrent les dépenses combinées des deux côtés, durant les trois premières années de la guerre. Ces chiffres se montent à \$98,500,000,000, ce montant fabuleux sera augmenté à \$160,000,000,000 si la guerre se continue jusqu'au 1er août prochain 1918. En comparaison, le coût entier de la guerre civile américaine est payé deux fois tous les 85 jours. La guerre de 70 est égayée toutes les 5 semaines. On aurait pu avec cette énorme somme construire 460 'canal de Panama', bâtir un chemin de fer qui encerclerait la terre 92 fois jusqu'à l'équateur. On pourrait acheter avec cette somme 360,000,000 d'automobiles. Si ce montant était de billets d'un dollar mis bout à bout cela ferait une chaîne qui ferait 757 fois le tour de la terre. Quatre années de cette guerre-ci, coûteront sept fois plus cher que le montant total réuni des six plus grandes guerres que nous avons eues depuis 125 années, malgré que l'une de ces guerres ait duré 21 années. Actuellement cela coûte journellement aux Etats-Unis la somme de \$50,000,000, somme qui sera considérablement augmentée d'ici la fin de l'année.

Ces statistiques étonnantes donnent une illustration de ce que la civilisation doit payer comme prix de la folie et de la débauche de l'Allemagne. Le sort des vieillards en Belgique occupée. L'occupation allemande, rarifiant tous les produits, et de plus en plus, a imposé aux habitants du territoire belge envahi, la file devant les magasins ouverts par les autorités belges et la "Commission for Relief in Belgium". Une feuille toulousaine qui se garde bien de désigner l'auteur du fardeau de misère si lourd des occupants, trace, des vieillards dans une file, la douloureuse peinture suivante: "Le font la file pour eux-mêmes, pour leurs proches, pour leurs enfants retenus à d'autres besognes, pour leurs voisins occupés ou que la corvée fastidieuse obsède par trop. Leurs pauvres jambes fléchissent sous le poids cependant désirable de leurs corps amaigris; ils s'accrochent tant bien que mal aux murailles, leurs mains lamentables tremblottent, les doigts recroquevillés par l'ankylose et par le froid, esquissent quelques gestes vagues qui ponctuent leurs propos vagues encore par lesquels ils s'efforcent, au cours des longues heures d'attente, de tuer le temps. "Tuer le temps! Les mots ont parfois une ironie odieusement cruelle; c'est le temps qui les tue, lentement, petit à petit. Ces êtres aux quelconques toute une vie de travail n'a pas donné le droit de manger à leur faim. "Haves, amarrés, toussotants, lamentables, les vieux et les vieilles font la file; ils attendent leur tour avec résignation, comme ils attendent la mort."

Le Conseil des Métiers et du Travail a décidé à son assemblée régulière de jeudi dernier, de prendre tous les moyens légaux pour faire annuler le contrat intervenu entre la Commission des Tramways et la Compagnie. Cette décision fut prise après un débat mouvementé et des plus intéressants au cours duquel un grand nombre de délégués prirent la parole et après qu'une motion, un amendement et un sous-amendement eurent été présentés, dont la teneur allait depuis la simple acceptation du rapport du comité exécutif jusqu'à la mesure de boycotter le tramway, et de renverser le gouvernement provincial.

Le président Foster fit l'historique du travail fait par le comité exécutif qui s'est rendu en délégation devant la Commission Administrative pour protester contre l'augmentation des tarifs de transport, et soumit comme résultat de son travail la lettre suivante qui devait être envoyée immédiatement: "Commission Administrative de la Ville de Montréal. Messieurs: Conformément aux promesses faites à l'entrevue de vendredi passé entre les membres de notre comité exécutif et la Commission Administrative, nous vous envoyons ci-joint une protestation officielle contre ce que nous considérons, et ce que nous considérons, comme injuste et fausses, les recommandations faites par la Commission spéciale nommée dans le but de régler la question d'augmentation des tarifs de transport, et nous demandons que la Commission Administrative prenne les moyens nécessaires, dans l'intérêt des citoyens, d'en appeler de cette décision de la Commission des Utilités Publiques dans le but de fixer un taux de passage sur une base plus équitable. Nous basons notre protestation sur les raisons suivantes: 1. L'augmentation des tarifs de passage est des plus injustes parce qu'elle pèse plus lourdement sur ceux qui sont les moins en état de payer; les ouvriers; par exemple, l'augmentation sera d'environ 76 pour cent pour ceux qui se servent de billets d'ouvriers et de 44 p. cent seulement pour les voyageurs ordinaires; 2. L'abolition de la correspondance gratuite constitue un autre surcroît de dépenses pour les ouvriers et ouvrières de cette ville, car il est presque impossible de changer les parcours des tramways de manière à permettre aux ouvriers de se rendre à destination sans faire usage d'une correspondance. De plus, nous croyons que les chiffres sur lesquels l'augmentation du tarif est basée devraient être examinés et révisés avec attention afin d'éviter tout erreur possible, et qu'à cette fin les livres de la Compagnie devraient être ouverts aux représentants attirés du peuple, de manière à ce que ses intérêts soient sauvegardés. Pour toutes ces raisons, nous sollicitons respectueusement la prise en considération de notre demande. Vous remerciant, nous demeurons, Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal.

Le Conseil des Métiers et du Travail a décidé à son assemblée régulière de jeudi dernier, de prendre tous les moyens légaux pour faire annuler le contrat intervenu entre la Commission des Tramways et la Compagnie. Cette décision fut prise après un débat mouvementé et des plus intéressants au cours duquel un grand nombre de délégués prirent la parole et après qu'une motion, un amendement et un sous-amendement eurent été présentés, dont la teneur allait depuis la simple acceptation du rapport du comité exécutif jusqu'à la mesure de boycotter le tramway, et de renverser le gouvernement provincial.

Le président Foster fit l'historique du travail fait par le comité exécutif qui s'est rendu en délégation devant la Commission Administrative pour protester contre l'augmentation des tarifs de transport, et soumit comme résultat de son travail la lettre suivante qui devait être envoyée immédiatement: "Commission Administrative de la Ville de Montréal. Messieurs: Conformément aux promesses faites à l'entrevue de vendredi passé entre les membres de notre comité exécutif et la Commission Administrative, nous vous envoyons ci-joint une protestation officielle contre ce que nous considérons, et ce que nous considérons, comme injuste et fausses, les recommandations faites par la Commission spéciale nommée dans le but de régler la question d'augmentation des tarifs de transport, et nous demandons que la Commission Administrative prenne les moyens nécessaires, dans l'intérêt des citoyens, d'en appeler de cette décision de la Commission des Utilités Publiques dans le but de fixer un taux de passage sur une base plus équitable. Nous basons notre protestation sur les raisons suivantes: 1. L'augmentation des tarifs de passage est des plus injustes parce qu'elle pèse plus lourdement sur ceux qui sont les moins en état de payer; les ouvriers; par exemple, l'augmentation sera d'environ 76 pour cent pour ceux qui se servent de billets d'ouvriers et de 44 p. cent seulement pour les voyageurs ordinaires; 2. L'abolition de la correspondance gratuite constitue un autre surcroît de dépenses pour les ouvriers et ouvrières de cette ville, car il est presque impossible de changer les parcours des tramways de manière à permettre aux ouvriers de se rendre à destination sans faire usage d'une correspondance. De plus, nous croyons que les chiffres sur lesquels l'augmentation du tarif est basée devraient être examinés et révisés avec attention afin d'éviter tout erreur possible, et qu'à cette fin les livres de la Compagnie devraient être ouverts aux représentants attirés du peuple, de manière à ce que ses intérêts soient sauvegardés. Pour toutes ces raisons, nous sollicitons respectueusement la prise en considération de notre demande. Vous remerciant, nous demeurons, Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal.

Le délégué Wall fit remarquer que l'augmentation des tarifs aurait un effet désastreux pour les ouvriers ayant de grosses familles. Le délégué Franque croit que la présente commission des tramways ne pouvait faire d'autre chose que d'augmenter les prix de passage, le mal qui a été fait était de fixer le chiffre de la valeur intrinsèque de la Compagnie à \$36 millions et de garantir un revenu fixe de 6 p. cent, le peuple proteste quand il ressent personnellement les effets mais il ne s'occupe pas de les prévenir. Il déplore toutefois que la Commission ait inauguré le système de correspondances payées et d'avoir augmenté le taux des billets d'ouvriers. Pour lui, le seul remède à apporter au mal, est de prendre tous les moyens légaux possibles pour faire annuler le contrat et à l'expiration de la franchise en 1922 de racheter le réseau et de la municipaliser. Le délégué Bulay s'objecte à ce que l'on augmente les tarifs de passage et si quelqu'un doit faire des sacrifices durant la guerre et perdre de l'argent que ce soit plutôt la Compagnie que le peuple. Le délégué Ménard croit qu'une protestation est inutile, mais ne peut s'empêcher de protester et de proposer comme amendement que le Conseil des Métiers et du Travail demande à la Législature la mise en vigueur des tarifs déjà proposés par ce Conseil de longue date. Le délégué Bodard croit que le Conseil des Métiers et du Travail ferait bien mieux de prendre en mains le bref d'injonction. Le délégué Bourbonnière de l'Union des Employés de Tramways, se demande comment les délégués pourraient décider de la grave question qui se pose s'ils n'ont pas étudié la franchise. Lui, pense qu'il la connaît à fond. La franchise, il la compare à une belle machine qui consomme malheureusement trop de gazoline et explique son fonctionnement à ses confrères. Pour lui, tout le mal vient de la surévaluation de la valeur de la Compagnie qui a été portée à 36 millions de dollars, il craint qu'un appel devant la Commission des Utilités Publiques ne serve à rien, et suggère plutôt que le gouvernement nomme un comité composé de citoyens représentant les divers corps publiés pour examiner les livres de la Compagnie et trouver la véritable valeur, et si les chiffres sont exacts il faudra bien alors supporter à contre-cœur une augmentation du tarif, mais s'ils ne le sont pas, il n'y a pas de raison à faire payer plus cher. Il préconise la modération. Le délégué Foster croit que ce que le Comité Exécutif a fait, est ce qu'il y avait de mieux à faire; il demande aux ouvriers d'user un peu plus leur force économique et de moins protester; à quoi servent toutes ces assemblées de protestation, à faire du bruit et cela n'aboutit à rien de pratique. L'on se plaint du gouvernement qui a nommé toutes ces commissions, mais n'est-ce pas nous qui l'avons élu ce gouvernement. Il ridiculise l'idée de ne pas en appeler de la décision de la commission parce que cela pourrait retarder l'augmentation du salaire des employés de tramways; soyez conscients de vos droits et faites grève pour les obtenir, si c'est nécessaire, comme nous avons fait. Le délégué Lacombe, président de l'Union des Employés de tramways, répond en disant que si les employés de tramways n'ont pas fait grève, c'était pour éviter des souffrances aux ouvriers et au peuple en général qui en souffriraient beaucoup plus que les employés eux-mêmes. Pour lui, tout le mal vient de l'évaluation de la valeur physique de la Compagnie à 36 millions. Le délégué Bellant, secondé par le délégué Girard, propose le sous-amendement suivant: Que la ville prenne un bref d'injonction contre la compagnie. Pour trancher la question, le délégué Franque proposa que le rapport du comité exécutif et de son sous-comité soit adopté et que la lettre du délégué Foster soit envoyée à la Commission Administrative, et que, de plus, le comité exécutif soit chargé de soumettre le cas à notre avisier légal et est par la présente autorisé soit de prendre une injonction ou de tout autre moyen légal pour obtenir l'annulation du contrat. Le vote fut enfin pris et le substitut du délégué Franque fut adopté par 32 à 9. Plusieurs résolutions des unions ouvrières au sujet de la question du tramway furent reçues et adoptées, entre autres celles du local 66 des travailleurs en fourrures, des unions de modéleurs, des peintres, des charpentiers-menuisiers de Maisonneuve, du Conseil des Métiers de la Construction, de l'Union des mouleurs, et de l'Union des tailleurs-couturiers. Le Conseil n'approuve pas le système suivi par la Commission Administrative de publier les noms des petits employés de la ville qui sont remerciés de leurs services soit par économie ou tout autre raison; cette publication dans les journaux est inutile et cause quelquefois un tort irréparable à ceux qui en sont l'objet. Le Conseil accorde son appui moral le plus cordial à l'Union des Cigariers dont une partie des membres sont sans travail par suite d'un lock-out de la Compagnie Wilson qui a renvoyé plus de 300 de ses ouvriers pour les remplacer par des jeunes filles à Toronto aussi bien qu'à Montréal. Il était plus de minuit, lorsque la séance fut levée. Les délégués suivants ont été admis à siéger: Local 1127, Charpentiers-Menusiers; Elzéar Fréchet, Ulric Binnette; Local 134, Charpentiers-Menusiers; R. St-Maurice, O. Miron, O. Lemire, A. Labrosse, A. Mireault; Union des Canonnières: Félix Léveillé, George Craig; Ferblantiers-Couvreurs, Local 116; J. A. Belland, J. Jacques; Ingénieurs stationnaires, Local 593; S. J. Maguire, A. Monroe; Union Internationale des Mouleurs, T. W. Malone, N. Lemieux, A. Christie, Edm. Chartrand; Fraternité des Wagonniers, Loge Sainte-Marie: MM. Girard, Mathieu, Larouche, Laurendeau, Raette, Bonin, Veuillette, Berthiaume, Lamarre, Nadeau, Côté, Lajoie, Jos. Lefebvre; Charpentiers-Menusiers, Local 1558: J. E. Vigeant, Adélar Tremblay, N. Vigeant; Union des Constructeurs de navires en fer et acier: T. J. Thompson, J. Farrell, W. Bradick, S. Craig, J. Chelton, Mc-Cleary Bell, Ed. Martinson, E. Cuerrier; Union des préposés aux malles: Lucien Dalpé.

Le délégué Wall fit remarquer que l'augmentation des tarifs aurait un effet désastreux pour les ouvriers ayant de grosses familles. Le délégué Franque croit que la présente commission des tramways ne pouvait faire d'autre chose que d'augmenter les prix de passage, le mal qui a été fait était de fixer le chiffre de la valeur intrinsèque de la Compagnie à \$36 millions et de garantir un revenu fixe de 6 p. cent, le peuple proteste quand il ressent personnellement les effets mais il ne s'occupe pas de les prévenir. Il déplore toutefois que la Commission ait inauguré le système de correspondances payées et d'avoir augmenté le taux des billets d'ouvriers. Pour lui, le seul remède à apporter au mal, est de prendre tous les moyens légaux possibles pour faire annuler le contrat et à l'expiration de la franchise en 1922 de racheter le réseau et de la municipaliser. Le délégué Bulay s'objecte à ce que l'on augmente les tarifs de passage et si quelqu'un doit faire des sacrifices durant la guerre et perdre de l'argent que ce soit plutôt la Compagnie que le peuple. Le délégué Ménard croit qu'une protestation est inutile, mais ne peut s'empêcher de protester et de proposer comme amendement que le Conseil des Métiers et du Travail demande à la Législature la mise en vigueur des tarifs déjà proposés par ce Conseil de longue date. Le délégué Bodard croit que le Conseil des Métiers et du Travail ferait bien mieux de prendre en mains le bref d'injonction. Le délégué Bourbonnière de l'Union des Employés de Tramways, se demande comment les délégués pourraient décider de la grave question qui se pose s'ils n'ont pas étudié la franchise. Lui, pense qu'il la connaît à fond. La franchise, il la compare à une belle machine qui consomme malheureusement trop de gazoline et explique son fonctionnement à ses confrères. Pour lui, tout le mal vient de la surévaluation de la valeur de la Compagnie qui a été portée à 36 millions de dollars, il craint qu'un appel devant la Commission des Utilités Publiques ne serve à rien, et suggère plutôt que le gouvernement nomme un comité composé de citoyens représentant les divers corps publiés pour examiner les livres de la Compagnie et trouver la véritable valeur, et si les chiffres sont exacts il faudra bien alors supporter à contre-cœur une augmentation du tarif, mais s'ils ne le sont pas, il n'y a pas de raison à faire payer plus cher. Il préconise la modération. Le délégué Foster croit que ce que le Comité Exécutif a fait, est ce qu'il y avait de mieux à faire; il demande aux ouvriers d'user un peu plus leur force économique et de moins protester; à quoi servent toutes ces assemblées de protestation, à faire du bruit et cela n'aboutit à rien de pratique. L'on se plaint du gouvernement qui a nommé toutes ces commissions, mais n'est-ce pas nous qui l'avons élu ce gouvernement. Il ridiculise l'idée de ne pas en appeler de la décision de la commission parce que cela pourrait retarder l'augmentation du salaire des employés de tramways; soyez conscients de vos droits et faites grève pour les obtenir, si c'est nécessaire, comme nous avons fait. Le délégué Lacombe, président de l'Union des Employés de tramways, répond en disant que si les employés de tramways n'ont pas fait grève, c'était pour éviter des souffrances aux ouvriers et au peuple en général qui en souffriraient beaucoup plus que les employés eux-mêmes. Pour lui, tout le mal vient de l'évaluation de la valeur physique de la Compagnie à 36 millions. Le délégué Bellant, secondé par le délégué Girard, propose le sous-amendement suivant: Que la ville prenne un bref d'injonction contre la compagnie. Pour trancher la question, le délégué Franque proposa que le rapport du comité exécutif et de son sous-comité soit adopté et que la lettre du délégué Foster soit envoyée à la Commission Administrative, et que, de plus, le comité exécutif soit chargé de soumettre le cas à notre avisier légal et est par la présente autorisé soit de prendre une injonction ou de tout autre moyen légal pour obtenir l'annulation du contrat. Le vote fut enfin pris et le substitut du délégué Franque fut adopté par 32 à 9. Plusieurs résolutions des unions ouvrières au sujet de la question du tramway furent reçues et adoptées, entre autres celles du local 66 des travailleurs en fourrures, des unions de modéleurs, des peintres, des charpentiers-menuisiers de Maisonneuve, du Conseil des Métiers de la Construction, de l'Union des mouleurs, et de l'Union des tailleurs-couturiers. Le Conseil n'approuve pas le système suivi par la Commission Administrative de publier les noms des petits employés de la ville qui sont remerciés de leurs services soit par économie ou tout autre raison; cette publication dans les journaux est inutile et cause quelquefois un tort irréparable à ceux qui en sont l'objet. Le Conseil accorde son appui moral le plus cordial à l'Union des Cigariers dont une partie des membres sont sans travail par suite d'un lock-out de la Compagnie Wilson qui a renvoyé plus de 300 de ses ouvriers pour les remplacer par des jeunes filles à Toronto aussi bien qu'à Montréal. Il était plus de minuit, lorsque la séance fut levée. Les délégués suivants ont été admis à siéger: Local 1127, Charpentiers-Menusiers; Elzéar Fréchet, Ulric Binnette; Local 134, Charpentiers-Menusiers; R. St-Maurice, O. Miron, O. Lemire, A. Labrosse, A. Mireault; Union des Canonnières: Félix Léveillé, George Craig; Ferblantiers-Couvreurs, Local 116; J. A. Belland, J. Jacques; Ingénieurs stationnaires, Local 593; S. J. Maguire, A. Monroe; Union Internationale des Mouleurs, T. W. Malone, N. Lemieux, A. Christie, Edm. Chartrand; Fraternité des Wagonniers, Loge Sainte-Marie: MM. Girard, Mathieu, Larouche, Laurendeau, Raette, Bonin, Veuillette, Berthiaume, Lamarre, Nadeau, Côté, Lajoie, Jos. Lefebvre; Charpentiers-Menusiers, Local 1558: J. E. Vigeant, Adélar Tremblay, N. Vigeant; Union des Constructeurs de navires en fer et acier: T. J. Thompson, J. Farrell, W. Bradick, S. Craig, J. Chelton, Mc-Cleary Bell, Ed. Martinson, E. Cuerrier; Union des préposés aux malles: Lucien Dalpé.

Le délégué Wall fit remarquer que l'augmentation des tarifs aurait un effet désastreux pour les ouvriers ayant de grosses familles. Le délégué Franque croit que la présente commission des tramways ne pouvait faire d'autre chose que d'augmenter les prix de passage, le mal qui a été fait était de fixer le chiffre de la valeur intrinsèque de la Compagnie à \$36 millions et de garantir un revenu fixe de 6 p. cent, le peuple proteste quand il ressent personnellement les effets mais il ne s'occupe pas de les prévenir. Il déplore toutefois que la Commission ait inauguré le système de correspondances payées et d'avoir augmenté le taux des billets d'ouvriers. Pour lui, le seul remède à apporter au mal, est de prendre tous les moyens légaux possibles pour faire annuler le contrat et à l'expiration de la franchise en 1922 de racheter le réseau et de la municipaliser. Le délégué Bulay s'objecte à ce que l'on augmente les tarifs de passage et si quelqu'un doit faire des sacrifices durant la guerre et perdre de l'argent que ce soit plutôt la Compagnie que le peuple. Le délégué Ménard croit qu'une protestation est inutile, mais ne peut s'empêcher de protester et de proposer comme amendement que le Conseil des Métiers et du Travail demande à la Législature la mise en vigueur des tarifs déjà proposés par ce Conseil de longue date. Le délégué Bodard croit que le Conseil des Métiers et du Travail ferait bien mieux de prendre en mains le bref d'injonction. Le délégué Bourbonnière de l'Union des Employés de Tramways, se demande comment les délégués pourraient décider de la grave question qui se pose s'ils n'ont pas étudié la franchise. Lui, pense qu'il la connaît à fond. La franchise, il la compare à une belle machine qui consomme malheureusement trop de gazoline et explique son fonctionnement à ses confrères. Pour lui, tout le mal vient de la surévaluation de la valeur de la Compagnie qui a été portée à 36 millions de dollars, il craint qu'un appel devant la Commission des Utilités Publiques ne serve à rien, et suggère plutôt que le gouvernement nomme un comité composé de citoyens représentant les divers corps publiés pour examiner les livres de la Compagnie et trouver la véritable valeur, et si les chiffres sont exacts il faudra bien alors supporter à contre-cœur une augmentation du tarif, mais s'ils ne le sont pas, il n'y a pas de raison à faire payer plus cher. Il préconise la modération. Le délégué Foster croit que ce que le Comité Exécutif a fait, est ce qu'il y avait de mieux à faire; il demande aux ouvriers d'user un peu plus leur force économique et de moins protester; à quoi servent toutes ces assemblées de protestation, à faire du bruit et cela n'aboutit à rien de pratique. L'on se plaint du gouvernement qui a nommé toutes ces commissions, mais n'est-ce pas nous qui l'avons élu ce gouvernement. Il ridiculise l'idée de ne pas en appeler de la décision de la commission parce que cela pourrait retarder l'augmentation du salaire des employés de tramways; soyez conscients de vos droits et faites grève pour les obtenir, si c'est nécessaire, comme nous avons fait. Le délégué Lacombe, président de l'Union des Employés de tramways, répond en disant que si les employés de tramways n'ont pas fait grève, c'était pour éviter des souffrances aux ouvriers et au peuple en général qui en souffriraient beaucoup plus que les employés eux-mêmes. Pour lui, tout le mal vient de l'évaluation de la valeur physique de la Compagnie à 36 millions. Le délégué Bellant, secondé par le délégué Girard, propose le sous-amendement suivant: Que la ville prenne un bref d'injonction contre la compagnie. Pour trancher la question, le délégué Franque proposa que le rapport du comité exécutif et de son sous-comité soit adopté et que la lettre du délégué Foster soit envoyée à la Commission Administrative, et que, de plus, le comité exécutif soit chargé de soumettre le cas à notre avisier légal et est par la présente autorisé soit de prendre une injonction ou de tout autre moyen légal pour obtenir l'annulation du contrat. Le vote fut enfin pris et le substitut du délégué Franque fut adopté par 32 à 9. Plusieurs résolutions des unions ouvrières au sujet de la question du tramway furent reçues et adoptées, entre autres celles du local 66 des travailleurs en fourrures, des unions de modéleurs, des peintres, des charpentiers-menuisiers de Maisonneuve, du Conseil des Métiers de la Construction, de l'Union des mouleurs, et de l'Union des tailleurs-couturiers. Le Conseil n'approuve pas le système suivi par la Commission Administrative de publier les noms des petits employés de la ville qui sont remerciés de leurs services soit par économie ou tout autre raison; cette publication dans les journaux est inutile et cause quelquefois un tort irréparable à ceux qui en sont l'objet. Le Conseil accorde son appui moral le plus cordial à l'Union des Cigariers dont une partie des membres sont sans travail par suite d'un lock-out de la Compagnie Wilson qui a renvoyé plus de 300 de ses ouvriers pour les remplacer par des jeunes filles à Toronto aussi bien qu'à Montréal. Il était plus de minuit, lorsque la séance fut levée. Les délégués suivants ont été admis à siéger: Local 1127, Charpentiers-Menusiers; Elzéar Fréchet, Ulric Binnette; Local 134, Charpentiers-Menusiers; R. St-Maurice, O. Miron, O. Lemire, A. Labrosse, A. Mireault; Union des Canonnières: Félix Léveillé, George Craig; Ferblantiers-Couvreurs, Local 116; J. A. Belland, J. Jacques; Ingénieurs stationnaires, Local 593; S. J. Maguire, A. Monroe; Union Internationale des Mouleurs, T. W. Malone, N. Lemieux, A. Christie, Edm. Chartrand; Fraternité des Wagonniers, Loge Sainte-Marie: MM. Girard, Mathieu, Larouche, Laurendeau, Raette, Bonin, Veuillette, Berthiaume, Lamarre, Nadeau, Côté, Lajoie, Jos. Lefebvre; Charpentiers-Menusiers, Local 1558: J. E. Vigeant, Adélar Tremblay, N. Vigeant; Union des Constructeurs de navires en fer et acier: T. J. Thompson, J. Farrell, W. Bradick, S. Craig, J. Chelton, Mc-Cleary Bell, Ed. Martinson, E. Cuerrier; Union des préposés aux malles: Lucien Dalpé.

Le délégué Wall fit remarquer que l'augmentation des tarifs aurait un effet désastreux pour les ouvriers ayant de grosses familles. Le délégué Franque croit que la présente commission des tramways ne pouvait faire d'autre chose que d'augmenter les prix de passage, le mal qui a été fait était de fixer le chiffre de la valeur intrinsèque de la Compagnie à \$36 millions et de garantir un revenu fixe de 6 p. cent, le peuple proteste quand il ressent personnellement les effets mais il ne s'occupe pas de les prévenir. Il déplore toutefois que la Commission ait inauguré le système de correspondances payées et d'avoir augmenté le taux des billets d'ouvriers. Pour lui, le seul remède à apporter au mal, est de prendre tous les moyens légaux possibles pour faire annuler le contrat et à l'expiration de la franchise en 1922 de racheter le réseau et de la municipaliser. Le délégué Bulay s'objecte à ce que l'on augmente les tarifs de passage et si quelqu'un doit faire des sacrifices durant la guerre et perdre de l'argent que ce soit plutôt la Compagnie que le peuple. Le délégué Ménard croit qu'une protestation est inutile, mais ne peut s'empêcher de protester et de proposer comme amendement que le Conseil des Métiers et du Travail demande à la Législature la mise en vigueur des tarifs déjà proposés par ce Conseil de longue date. Le délégué Bodard croit que le Conseil des Métiers et du Travail ferait bien mieux de prendre en mains le bref d'injonction. Le délégué Bourbonnière de l'Union des Employés de Tramways, se demande comment les délégués pourraient décider de la grave question qui se pose s'ils n'ont pas étudié la franchise. Lui, pense qu'il la connaît à fond. La franchise, il la compare à une belle machine qui consomme malheureusement trop de gazoline et explique son fonctionnement à ses confrères. Pour lui, tout le mal vient de la surévaluation de la valeur de la Compagnie qui a été portée à 36 millions de dollars, il craint qu'un appel devant la Commission des Utilités Publiques ne serve à rien, et suggère plutôt que le gouvernement nomme un comité composé de citoyens représentant les divers corps publiés pour examiner les livres de la Compagnie et trouver la véritable valeur, et si les chiffres sont exacts il faudra bien alors supporter à contre-cœur une augmentation du tarif, mais s'ils ne le sont pas, il n'y a pas de raison à faire payer plus cher. Il préconise la modération. Le délégué Foster croit que ce que le Comité Exécutif a fait, est ce qu'il y avait de mieux à faire; il demande aux ouvriers d'user un peu plus leur force économique et de moins protester; à quoi servent toutes ces assemblées de protestation, à faire du bruit et cela n'aboutit à rien de pratique. L'on se plaint du gouvernement qui a nommé toutes ces commissions, mais n'est-ce pas nous qui l'avons élu ce gouvernement. Il ridiculise l'idée de ne pas en appeler de la décision de la commission parce que cela pourrait retarder l'augmentation du salaire des employés de tramways; soyez conscients de vos droits et faites grève pour les obtenir, si c'est nécessaire, comme nous avons fait. Le délégué Lacombe, président de l'Union des Employés de tramways, répond en disant que si les employés de tramways n'ont pas fait grève, c'était pour éviter des souffrances aux ouvriers et au peuple en général qui en souffriraient beaucoup plus que les employés eux-mêmes. Pour lui, tout le mal vient de l'évaluation de la valeur physique de la Compagnie à 36 millions. Le délégué Bellant, secondé par le délégué Girard, propose le sous-amendement suivant: Que la ville prenne un bref d'injonction contre la compagnie. Pour trancher la question, le délégué Franque proposa que le rapport du comité exécutif et de son sous-comité soit adopté et que la lettre du délégué Foster soit envoyée à la Commission Administrative, et que, de plus, le comité exécutif soit chargé de soumettre le cas à notre avisier légal et est par la présente autorisé soit de prendre une injonction ou de tout autre moyen légal pour obtenir l'annulation du contrat. Le vote fut enfin pris et le substitut du délégué Franque fut adopté par 32 à 9. Plusieurs résolutions des unions ouvrières au sujet de la question du tramway furent reçues et adoptées, entre autres celles du local 66 des travailleurs en fourrures, des unions de modéleurs, des peintres, des charpentiers-menuisiers de Maisonneuve, du Conseil des Métiers de la Construction, de l'Union des mouleurs, et de l'Union des tailleurs-couturiers. Le Conseil n'approuve pas le système suivi par la Commission Administrative de publier les noms des petits employés de la ville qui sont remerciés de leurs services soit par économie ou tout autre raison; cette publication dans les journaux est inutile et cause quelquefois un tort irréparable à ceux qui en sont l'objet. Le Conseil accorde son appui moral le plus cordial à l'Union des Cigariers dont une partie des membres sont sans travail par suite d'un lock-out de la Compagnie Wilson qui a renvoyé plus de 300 de ses ouvriers pour les remplacer par des jeunes filles à Toronto aussi bien qu'à Montréal. Il était plus de minuit, lorsque la séance fut levée. Les délégués suivants ont été admis à siéger: Local 1127, Charpentiers-Menusiers; Elzéar Fréchet, Ulric Binnette; Local 134, Charpentiers-Menusiers; R. St-Maurice, O. Miron, O. Lemire, A. Labrosse, A. Mireault; Union des Canonnières: Félix Léveillé, George Craig; Ferblantiers-Couvreurs, Local 116; J. A. Belland, J. Jacques; Ingénieurs stationnaires, Local 593; S. J. Maguire, A. Monroe; Union Internationale des Mouleurs, T. W. Malone, N. Lemieux, A. Christie, Edm. Chartrand; Fraternité des Wagonniers, Loge Sainte-Marie: MM. Girard, Mathieu, Larouche, Laurendeau, Raette, Bonin, Veuillette, Berthiaume, Lamarre, Nadeau, Côté, Lajoie, Jos. Lefebvre; Charpentiers-Menusiers, Local 1558: J. E. Vigeant, Adélar Tremblay, N. Vigeant; Union des Constructeurs de navires en fer et acier: T. J. Thompson, J. Farrell, W. Bradick, S. Craig, J. Chelton, Mc-Cleary Bell, Ed. Martinson, E. Cuerrier; Union des préposés aux malles: Lucien Dalpé.

Le délégué Wall fit remarquer que l'augmentation des tarifs aurait un effet désastreux pour les ouvriers ayant de grosses familles. Le délégué Franque croit que la présente commission des tramways ne pouvait faire d'autre chose que d'augmenter les prix de passage, le mal qui a été fait était de fixer le chiffre de la valeur intrinsèque de la Compagnie à \$36 millions et de garantir un revenu fixe de 6 p. cent, le peuple proteste quand il ressent personnellement les effets mais il ne s'occupe pas de les prévenir. Il déplore toutefois que la Commission ait inauguré le système de correspondances payées et d'avoir augmenté le taux des billets d'ouvriers. Pour lui, le seul remède à apporter au mal, est de prendre tous les moyens légaux possibles pour faire annuler le contrat et à l'expiration de la franchise en 1922 de racheter le réseau et de la municipaliser. Le délégué Bulay s'objecte à ce que l'on augmente les tarifs de passage et si quelqu'un doit faire des sacrifices durant la guerre et perdre de l'argent que ce soit plutôt la Compagnie que le peuple. Le délégué Ménard croit qu'une protestation est inutile, mais ne peut s'empêcher de protester et de proposer comme amendement que le Conseil des Métiers et du Travail demande à la Législature la mise en vigueur des tarifs déjà proposés par ce Conseil de longue date. Le délégué Bodard croit que le Conseil des Métiers et du Travail ferait bien mieux de prendre en mains le bref d'injonction. Le délégué Bourbonnière de l'Union des Employés de Tramways, se demande comment les délégués pourraient décider de la grave question qui se pose s'ils n'ont pas étudié la franchise. Lui, pense qu'il la connaît à fond. La franchise, il la compare à une belle machine qui consomme malheureusement trop de gazoline et explique son fonctionnement à ses confrères. Pour lui, tout le mal vient de la surévaluation de la valeur de la Compagnie qui a été portée à 36 millions de dollars, il craint qu'un appel devant la Commission des Utilités Publiques ne serve à rien, et suggère plutôt que le gouvernement nomme un comité composé de citoyens représentant les divers corps publiés pour examiner les livres de la Compagnie et trouver la véritable valeur, et si les chiffres sont exacts il faudra bien alors supporter à contre-cœur une augmentation du tarif, mais s'ils ne le sont pas, il n'y a pas de raison à faire payer plus cher. Il préconise la modération. Le délégué Foster croit que ce que le Comité Exécutif a fait, est ce qu'il y avait de mieux à faire; il demande aux ouvriers d'user un peu plus leur force économique et de moins protester; à quoi servent toutes ces assemblées de protestation, à faire du bruit et cela n'aboutit à rien de pratique. L'on se plaint du gouvernement qui a nommé toutes ces commissions, mais n'est-ce pas nous qui l'avons élu ce gouvernement. Il ridiculise l'idée de ne pas en appeler de la décision de la commission parce que cela pourrait retarder l'augmentation du salaire des employés de tramways; soyez conscients de vos droits et faites grève pour les obtenir, si c'est nécessaire, comme nous avons fait. Le délégué Lacombe, président de l'Union des Employés de tramways, répond en disant que si les employés de tramways n'ont pas fait grève, c'était pour éviter des souffrances aux ouvriers et au peuple en général qui en souffriraient beaucoup plus que les employés eux-mêmes. Pour lui, tout le mal vient de l'évaluation de la valeur physique de la Compagnie à 36 millions. Le délégué Bellant, secondé par le délégué Girard, propose le sous-amendement suivant: Que la ville prenne un bref d'injonction contre la compagnie. Pour trancher la question, le délégué Franque proposa que le rapport du comité exécutif et de son sous-comité soit adopté et que la lettre du délégué Foster soit envoyée à la Commission Administrative, et que, de plus, le comité exécutif soit chargé de soumettre le cas à notre avisier légal et est par la présente autorisé soit de prendre une injonction ou de tout autre moyen légal pour obtenir l'annulation du contrat. Le vote fut enfin pris et le substitut du délégué Franque fut adopté par 32 à 9. Plusieurs résolutions des unions ouvrières au sujet de la question du tramway furent reçues et adoptées, entre autres celles du local 66 des travailleurs en fourrures, des unions de modéleurs, des peintres, des charpentiers-menuisiers de Maisonneuve, du Conseil des Métiers de la Construction, de l'Union des mouleurs, et de l'Union des tailleurs-couturiers. Le Conseil n'approuve pas le système suivi par la Commission Administrative de publier les noms des petits employés de la ville qui sont remerciés de leurs services soit par économie ou tout autre raison; cette publication dans les journaux est inutile et cause quelquefois un tort irréparable à ceux qui en sont l'objet. Le Conseil accorde son appui moral le plus cordial à l'Union des Cigariers dont une partie des membres sont sans travail par suite d'un lock-out de la Compagnie Wilson qui a renvoyé plus de 300 de ses ouvriers pour les remplacer par des jeunes filles à Toronto aussi bien qu'à Montréal. Il était plus de minuit, lorsque la séance fut levée. Les délégués suivants ont été admis à siéger: Local 1127, Charpentiers-Menusiers; Elzéar Fréchet, Ulric Binnette; Local 134, Charpentiers-Menusiers; R. St-Maurice, O. Miron, O. Lemire, A. Labrosse, A. Mireault; Union des Canonnières: Félix Léveillé, George Craig; Ferblantiers-Couvreurs, Local 116; J. A. Belland, J. Jacques; Ingénieurs stationnaires, Local 593; S. J. Maguire, A. Monroe; Union Internationale des Mouleurs, T. W. Malone, N. Lemieux, A. Christie, Edm. Chartrand; Fraternité des Wagonniers, Loge Sainte-Marie: MM. Girard, Mathieu, Larouche, Laurendeau, Raette, Bonin, Veuillette, Berthiaume, Lamarre, Nadeau, Côté, Lajoie, Jos. Lefebvre; Charpentiers-Menusiers, Local 1558: J. E. Vigeant, Adélar Tremblay, N. Vigeant; Union des Constructeurs de nav

Durant Juillet et Aout LES GRANDS MAGASINS GOODWIN Seront fermés tous les Samedis à MIDI 45. Goodwin's LIMITED

LES IDEES LES DEUX MENTALITES

Un formidable mouvement plane sur la fin de cette guerre et cela chez chacun des belligérants. Tous veulent terminer le conflit, mais nul ne sait comment en finir. C'est en réalité, pour arriver à la paix désirée, non seulement il n'y a pas unifié de pensée entre les adversaires, mais il n'y a pas uniformité de conception au sein même de chaque nation.

En réalité, deux mots suffisent pour en préciser la synthèse: la lutte se livre entre le Passé et l'avenir. Or, pour employer une terminologie politique, entre les forces de réaction et les forces de démocratie. De là, deux conceptions différentes sur la paix à attendre. Les uns veulent une paix militaire qui soit le triomphe de la force. Les autres inclinent de plus en plus vers une paix qui, en marquant la défaite de la force armée, proclamera la victoire du droit.

Pour les premiers, cette guerre n'est qu'une édition nouvelle des autres guerres: édition revue, corrigée, agrandie, mais édition dont le texte reste identique. Ainsi que les guerres du passé, celle-ci doit se terminer par des conquêtes et des indemnités. Il faut qu'il y ait des vainqueurs et des vaincus. Ceux qui pensent ainsi sont des impérialistes ou des nationalistes. Il y en a en Allemagne; il y en a en France. Les uns comme les autres veulent des annexions. Ceux-ci la Belgique, qu'ils ont déjà conquise; ceux-là la rive gauche du Rhin, qu'ils vont conquérir. Si ces hommes étaient dans leurs pays, les maîtres du gouvernement, la guerre pourrait durer encore dix ou douze ans. Pour régner sur les Belges, les pangermanistes feraient tuer tous les Allemands. Et pour conquérir la rive gauche du Rhin — avec des troupes de paix — les nationalistes dépouilleraient la France.

Certes, il y aurait une plus grande Allemagne, ou une plus grande France, mais il n'y aurait plus ni Allemands ni Français. Les deux races seraient épuisées pour un siècle. Elles seraient d'autant plus épuisées que le peuple vaincu n'accepterait pas sa défaite. Au lendemain d'une telle paix, non seulement la Société des Nations serait impossible, mais les peuples recommenceraient leur course aux armements. Une nouvelle guerre serait en perspective. L'Europe ne serait plus habitable.

Telle est, cependant, la conception des impérialistes allemands et des nationalistes français. Mais ce n'est point celle de la démocratie. Pour celle-ci, le véritable ennemi, le monstre qu'il s'agit d'écraser définitivement, c'est la guerre, la guerre tout court, et non pas tel ou tel peuple. Or, la guerre ne pourra disparaître de l'humanité que lorsque les peuples — et surtout leurs conducteurs — en auront reconnu la parfaite inutilité. La mort de plusieurs millions d'hommes n'a-t-elle pas été inutile? Si les peuples veulent réellement extirper de l'humanité tout germe de guerre future et arriver à édifier une Société des Nations qui sera, en quelque sorte, le premier parlement des Etats Unis d'Europe, il faut qu'ils aient la sagesse d'étouffer en leurs âmes les haines ancestrales, les vieilles conceptions militaires et diplomatiques et qu'ils se préparent à faire, non point avec réconciliation, mais joyeusement et librement, une paix de justice, d'équité, de droit.

Si cette paix triomphe — et j'ai la certitude qu'elle triomphera, car la paix rouge d'un Barrès n'est pas plus possible que la paix blanche de certains maximalistes — je mets au défi n'importe quel Kaiser des temps futurs de déclencher un cataclysme analogue à celui qui bouleverse le monde.

Tandis que, sur la ligne rouge des tranchées, les forces militaires continuent à s'étendre dans un corps à corps de plus en plus tragique, les forces morales — armées immatérielles des idées en marche — commencent à s'étendre par-dessus les frontières.

Seulement — et là se marque la différence des deux étendues — tandis que les forces militaires réalisent dans chaque pays un groupement ayant une homogénéité nationale, les forces morales s'élèvent au-dessus de la mêlée, sans distinction de nationalité et déterminent des groupements internationaux. Les pangermanistes de Berlin, les nationalistes de Paris, les impérialistes de tous les pays se trouvent à cette heure former dans la bataille des idées une armée internationale qui lutte contre l'armée non moins internationale des démocrates de ces mêmes pays.

Les premiers veulent une paix qui, selon ses notes de naissance, sera la paix allemande, la paix anglaise, la paix française, etc.; les autres veulent une paix qui sera une paix internationale des peuples. Les premiers se refusent à préciser leurs buts de guerre; et ils ne le peuvent pas puisque ceux-ci varient forcément au jour le jour, suivant leur

CÀ ET LÀ

Rémunération pour les heures d'attente L'Union des charpentiers en fer et contremaîtres de ponts, local No. 1, de Chicago, vient d'obtenir une nouvelle entente avec l'association des contremaîtres maçons et érecteurs de ponts. Il est accordé dans cette entente un salaire minimum de 87 1/2 cents de l'heure avec la journée de huit heures; temps et demi sera payé pour la première heure extra après les huit heures de travail; les heures suivantes seront payées temps double ainsi que les dimanches et les jours de fête.

Augmentation de salaire Les machinistes et outilleurs employés à la Rockwell-Martin Arms Co., de Norwich, Conn., viennent d'obtenir une augmentation de salaire de 10 à 15%. Les outilleurs sont payés à raison de 80 cents de l'heure et les machinistes de 75 cents de l'heure, au lieu de 65 cts. Les officiers de l'Union Internationale des Machinistes ont travaillé ferme pour arriver à négocier cette entente.

Les noirs s'organisent L'Union Fédérale des manoeuvres No. 10121 d'Orange, Tex., et affiliée à la P. A. T., vient d'être formée avec un effectif de près de cinq cents membres. Cette union est composée exclusivement de noirs.

Ils sont promptement réinstallés Les cent-dix employés de la Harper-Presnell, d'Hamilton, Ont., qui s'étaient mis en grève, en signe de protestation contre le renvoi d'un membre officier de l'union, sont retournés au travail après une courte grève de 24 heures. La compagnie a réinstallé l'officier, litige de la grève.

Gains pour les plombiers Le secrétaire trésorier général, Thomas E. Burke, de l'association unie des plombiers et poseurs d'appareils à eau chaude d'Amérique, annonce la formation de unions suivantes pour le mois de mai: No. 158, Rathland, Va.; No. 362, Lawton, Okla.; No. 459, Miami, Okla.; No. 517, Long Beach, Cal.; No. 547, Niles, O.; No. 586, Trenton, Ontario, Can.; No. 649, Louisville, Ky.; No. 716, Sarnia, Ontario, Can.; No. 730, Peterborough, Ontario, Can.; No. 731, Toronto, Ontario, Can.; No. 732, Williamsport, Pa.; No. 733, Toledo, O.

Union des photographeurs L'une des premières unions du genre vient d'être fondée à Seattle, Wash., et sera officiellement reconnue comme l'Union Protective des Photographeurs, local 16976 affiliée à la Fédération Américaine du Travail.

Augmentation de 15 p. 100 de salaire L'union No. 339 de la Boot and Shoe Workers, de Galt, Ont., vient d'obtenir une augmentation de 15 p. 100 de salaire pour ses membres travaillant comme tailleurs de cuir, et de 10 p. 100 pour ceux qui travaillent aux autres départements.

Gains pour les charpentiers Le secrétaire général, Frank Duffy, de la Fraternité Unie des Charpentiers Menuisiers d'Amérique, donne 83 rapports suivants des gains pour les unions affiliées: Durango, Cal., 61%, à 70 cents de l'heure; Bartlesville, Okla., \$5.50 à \$6.50 par jour; Summit, N. J., 50 à 62% de l'heure; South Bend, Ind., de 55 à 65 cents de l'heure; Wellsville, O., hommes de moulins reçoivent maintenant 60 cents de l'heure et la journée de huit heures, 44 heures par semaine; boutique fermée.

Nouvelles Unions Une nouvelle union de charpentiers menuisiers vient d'être formée à Hattiesburg, Miss., elle se compose de charpentiers menuisiers travaillant au camp du gouvernement.

Elle veut une explication L'union des machinistes de San Francisco veut une explication de la part du juge Dunn, de la Cour Supérieure, de son refus d'accepter une garantie de \$15,000 en bons de la Victoire, afin de relâcher Mme Rena Mooney en attendant qu'action soit prise sur son cas. Comme cette garantie a été refusée, l'union des machinistes serait anxieuse de savoir si son honneur le Juge considère les bons de la Victoire inférieurs à l'argent.

Demandes accordées. L'union des électriciens, de Jamestown, N.Y., No. 106, a obtenu des concessions de la part des contremaîtres électriciens; ce sont: une augmentation de salaire, 62 1/2 de l'heure, et la reconnaissance des ateliers de l'union.

Entrepôts sous le contrôle du gouvernement D'après une proclamation du président Wilson, des Etats Unis, le gouvernement prendra sous son contrôle tous les entrepôts frigorifiques, et cela à partir du 25 juillet courant.

La coopérative de St-Jean à la ferme L'intention d'étendre ses opérations commerciales jusqu'à Therville. Le Conseil de cette dernière ville donnera à sa prochaine assemblée une licence à cet effet.

La boulangerie coopérative de St-Jean, Que. A l'exemple des villes de Montréal et St-Hyacinthe, les citoyens de St-Jean viennent de fonder, tout dernièrement, une société coopérative, qui a déjà donné de très appréciables résultats.

La dernière assemblée du Conseil de Ville un fait est survenu qui démontre tout l'intérêt que porte les fidèles à notre coopérative ayant demandé une réduction privilégiée sur la licence de la société, aucun de nos échevins ne pu faire cette proposition, étant tous coopératives; mais notre premier magistrat heureusement, vint à l'appui de cette difficulté en accordant la demande et à l'issue de la séance, son honneur s'inscrivit comme coopérateur.

Le bureau de direction de la coopérative est personnel que d'ici un mois le nombre total des membres coopérateurs aura plus que doublé, et que la vente journalière aura atteint plus de 750 pains par jour.

La société coopérative de St-Jean se propose, d'ici quelques mois, d'ouvrir un département d'épicerie ainsi qu'un département de combustible.

M. Jos. Lamoureux, directeur de la société coopérative, est passé par nos bureaux et nous a promis un rapport complet de la prochaine séance et du résultat de la première semaine d'opération.

Nous promettons à nos nombreux lecteurs de publier, ce rapport au complet.

ALMYS'S Ouvert le Vendredi soir jusqu'à 9.30 — Fermé le samedi à 1 p. m.

OFFICIERS A ELIRE Les membres de l'union internationale No. 55 des ouvriers boulangers sont convoqués officiellement en assemblée générale pour aujourd'hui, samedi, à 3 heures p.m., à l'effet d'élire leurs officiers pour le prochain terme. Des rapports importants sur l'avancement du métier seront discutés. Des orateurs d'expérience et amis sincères des ouvriers boulangers seront présents et adresseront la parole.

ILS OBTIENNENT LA JOURNEE DE 8 HEURES Les membres de l'union des employés textiles, fondée dernièrement à San Diego, viennent d'obtenir la journée de huit heures et le demi congé du samedi; le salaire payé sera le même que sous la journée de neuf heures. Plusieurs filatures sont déjà prêtes à se servir de l'étiquette de l'union.

LABOR DIRECTORY Le Monde Ouvrier-The Labor World The Official Bilingual Mouthpiece of Montreal Organized Workers Member of the

MEMBRE DE LA PRESSE INTERNATIONALE OUVRIERE D'AMERIQUE Affiliée à la Fédération Américaine du Travail GUY FRANGE, Editor and Publisher 2 St. Paul Street East MONTREAL

ALLIED PRINTING TRADES UNION. — To promote the interests of the Allied Union Label — The following organizations comprise the Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Pressmen, Typographical Union, No. 52; Bookbinders Union, No. 91; Photo-Engravers Union, No. 9; Screen-Gravers and Electrotypers Union, No. 91; Malters Union, No. 59; President, Albert Farmer, 552 Notre Dame East; Secretary, Treasurer, James Philip, Room 55, Herald Bldg., Craig St. W. Main 7489; Executive, Jos. St. Hillier, E. Lynch, 405, Pelletier St. 23-19

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Building Trades Hall, 417 Ontario Street. President, J. T. Foster, 182 St. Catherine East, Phone East 6251; Corresponding Secretary, Alphonse Mathieu, 82 Mont-ana St. 23-19

VICTORIA LODGE No. 111, I.N.T. ASS. OF MACHINISTS. — Meets 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION INTERN. DES CHAUFFEURS EN FER ET EN BOIS. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

UNION DES BREVETES, LOCAL 66. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

VOTE AGAINST PROHIBITION! DEMAND Personal Liberty IN CROSSING WHAT YOU WILL DRINK Ask for this Label when purchasing Beer, Ale or Porter, As a guarantee that it is Union Made

BOOT & SHOE WORKERS UNION DO NOT BUY ANY SHOE no matter what its name, unless it bears a plain and readable impression of this UNION STAMP. All shoes without the Union Stamp are always Non-Union. Do not accept any excuse for Absence of the UNION STAMP. BOOT & SHOE WORKERS' UNION 246 SUMMER STREET, BOSTON, MASS. JOHN F. TOBIN, President. CHAS. L. BAINE, Secretary-Treasurer

DEMANDEZ LA BIÈRE POPULAIRE ASK FOR THE POPULAR BEER MOLSOLN Brasse à Montréal depuis 131 ANS Brewed in Montreal since 131 YEARS

BRASS WORKERS, LODGE No. 785. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, M. Foran, 593 St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. Recording Secretary, W. H. Gobby, 527, 214 Avenue Rossignol, St. Catherine East. Corresponding Secretary, Jas. Black, 89 Leber St., St. Charles. 2-11-18

FRATERNITE UNIE DES CHARENTAIS. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, W. H. Gobby, 527, 214 Avenue Rossignol, St. Catherine East. Recording Secretary, Jas. Black, 89 Leber St., St. Charles. 2-11-18

UNION DES CHARENTAIS, No. 58. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, W. H. Gobby, 527, 214 Avenue Rossignol, St. Catherine East. Recording Secretary, Jas. Black, 89 Leber St., St. Charles. 2-11-18

MUSCLEMAN'S PROTECTIVE UNION, OF MONTREAL, LOCAL No. 406, A.F. of M. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. C. Molinar, 256 St. Catherine East. Recording Secretary, O. Gagnier, 256 St. Catherine East. Financial Secretary and Business Agent, Chas. McKeen, 1215 St. Catherine St. East. 15-6-18

BOULANGERIE COOPERATIVE DE ST-JEAN, QUE. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

BOULANGERIE COOPERATIVE DE ST-JEAN, QUE. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

BOULANGERIE COOPERATIVE DE ST-JEAN, QUE. — Meets every 1st and 3rd Friday at 8 p.m. at St. Joseph's Hall, 182 St. Catherine East. President, J. E. McGovern; Sec. Sec., H.A. Spence, 1967 St. Mary Ave. East; Fin. Sec., W. St. Joseph, 175 St. Catherine East. Agent, J. T. Foster, room 2, 182 St. Catherine St. East, Phone East 6251. 4-5-18

Un conseil de Grand-Père PETIT-FILS: "Voulez-vous, Grand-Père, me dire quel est le secret de votre si merveilleuse vitalité?" GRAND-PERE: "Certains mon enfant — une robe, température, laborieuse et régulière, et un emploi modéré d'un BON stimulant pour activer et faciliter la digestion. A cette fin j'ai toujours employé le WHISKY BLANC CORBY — un breuvage sain, pur et hygiénique." Distillé et embouteillé sous le Contrôle du Gouvernement depuis plus de 55 années. H. CORBY DISTILLERY CO., LTD., MONTREAL.

ENCOURAGEZ  
NOS ANNONCEURS

Ceux qui n'annoncent pas dans votre  
journal ne désirent pas votre clientèle.  
Ne les forcez pas à l'accepter.

The Labor  
World



Le Monde  
Ouvrier

PATRONIZE  
OUR ADVERTISERS

Merchants who do not advertise in  
your paper do not want your trade.  
Do not force it on them.

3rd Year — No. 27

SAMEDI, 6 JUILLET 1918 — MONTRÉAL — SATURDAY, JULY 6th, 1918

Page 3

## THE PEOPLE'S CORNER

Edited by the People's Power League.

### THE BAINBRIDGE CASE

We are pleased to learn that Bainbridge has been released and entirely acquitted.

While the authorities which ultimately affected the release can be commended, yet the pressure brought to bear from several directions, particularly the Trades and Labor Councils has no doubt been successful.

It shows what can be done, as mentioned last week in the "People's Corner" by keeping public opinion aroused.

The victory should encourage us to keep at it — all is not yet lost or hopeless.

### LANDLORD AND TENANT

When a Tenant leaves a house, he must not remove any improvements, such as picture moulding from the walls, nor does the law compel the Landlord to pay for the picture moulding either.

When our Tenant (the Tramways Company) vacates our premises in 1922 they must not deface our streets by removing the rails — same law isn't it?

It's nice to be a Landlord for once.

Of course, we are open to buy anything they have to sell—the cars, etc., and according to clause 210 of the present old franchise, at cost plus 10 per cent.

We won't buy the land value — we made that ourselves, nor any other community made value.

We will pay in municipal bonds, which are just as good as stock certificates of an expiring franchise. We guess the common stock will go — it's just water and represents the value of the franchise — we do not propose to pay for anything that already belongs to us.

The deal can likely be kept inside of 10 million dollars.

Then the present fares will easily earn the interest charges on the bonds and leave a tidy sum for increases in salaries and wages, to the management and all. They would work all the harder to make it a success — and they are a capable lot. There would be something left over, say 2 or 3 million — sufficient to cover the present civic deficit.

We will get a service where and when we want it.

We will tax land values so stiff that the land out of use will revert to us and we will develop those lands by protecting our Tramways into them — the rentals will pay for the new lines.

Yes, we will do all this — because we are the Landlords, and Landlords can do most any thing.

If we can't have our own limousines, we can surely have our own tram cars — if we stick together and hang on to what we have — until 1922.

No money in Tramways — with all the fine water powers around us? Non-sense.

Then why all this anxiety to get a new franchise? There must be good money in it.

Remember, Landlord and Tenant — if we take any other attitude we lose our advantage.

Messrs. Aldermen and Commissioners — where do you stand? Are you working for the people that pay you your civic salary or not?

Look out! We are wide awake and won't stand for any nonsense.

There is trouble ahead if you fool with this thing.

But should something happen, just drop us a card, address People's Power League, 375 St. Catherine Street West.

United, we are Landlords, divided we are just victims.

We simply will not pay dividends on 30 million dollars worth of stock certificates.

It's preposterous! Ten million is our limit.

### RUSSIA THE PUZZLE

The starving Russians have tea — because they pay 50 cents per lump of sugar to sweeten it.

They lick poster paste — so they must be able to make paste and take time between meals to print posters.

They have no bread nor potatoes — so they eat — other vegetables.

The commissariat has nothing to dole out — so body and soul are separated — almost — with ruinous prices. I suppose they eat the ruinous prices.

The pawn shops are full of priceless treasures sold to obtain food which cannot be bought.

The shop trade is going over to street hawkers — of things which do not exist in Russia.

Among the street vendors are former officers, officials and ladies from the bourgeois class — which is extinct — in Russia. They even sell newspapers — surely not for food. Anyway, it is good news to some people. Few countries can afford aristocratic newsies at the street corners.

Russia is so demoralized that the first Swedish steamer has arrived in the Neva with samples of Swedish and German goods.

Russia is in such a turmoil of political ferment that it is politically indifferent. Anarchy reigns supreme, so the government has kept up the old system of subsidizing horse racing. Horse racing is more popular than ever; because the starving people have food only fit for race horses — oats, bran, etc., Porridge evidently is unknown.

Food is so scarce that it is often offered in exchange for old clothes, boots, etc.

Flour is so scarce that one teacher takes it in exchange for teaching the starving people English. Hunger usually teaches us Democracy.

If you don't believe all this, read the "Gazette", issue June 28th, page 10 — it's all there under the heading "Starving Russians."

Verily, verily, Russia is a puzzle — to some people.

Don't you think there is something wrong with the mental attitude of those who send these profound "special cables" to the N. Y. Times and the Montreal Gazette (copyrighted)?

### OUR WAR TO END WAR

I hold in my hand a programme of the 4th Annual Concert of the 53rd Montreal "Vickers" Troop Canadian Boy Scouts; also a report in the "Gazette" of the doings of the Navy League and stating that four commanders had been selected "to give the boys a proper training."

If this is a war to end war — why all the preparations of the youth? But it's not a war to end war, any more than the Boy Scout movement is "divorced" from militarism.

The president of the "Vickers" Boy Scouts is the manager of the Vickers, and the backbone of the Navy League here is the president of the Canada Steamship Lines which are largely interested in navy building, under the direction of the British Government.

Both these interests have their patriotism and self-interests so intertwined that they cannot of course think logically — they are quite good people, as things go, and quite unconscious of the flesh and blood involved in the pushing of their wars.

And good people will not believe that the Boy Scout movement is a mild form of press gang work hidden behind a dangerous deception and that the Training Ship idea is not a good thing.

All this unconscious exploitation and consequent perpetuation of militarism is the result of Patriotism.

Patriotism is an evil, not a blessing. But for Patriotism, it would not be possible to fasten tariff walls and militarism upon people who want to live together, love each other and trade with each other.

National spirit is an old savage, tribal mentality. It never gave us the best things we have in life — music, art, science, religion, or love for humanity and it impedes trade with tariff restrictions. It gave us pride, jealousy, suspicion, fear, armies, navies, hate, war, carnage and death!

A tree that brings forth such fruit should be cut down.

Until we get so-called Patriotism out of our systems we can despair of getting people to think straight and therefore to act straight; because they cannot see straight — they "see red."

Meantime we are the victims of exploitation — for the sake of the flag. "Breathes there a man, whose soul so dead, who never to himself hath said — this is my own, my native land."

If the man who penned that well known peroration could see the result of his words, surely he would wish that the proverbial millstone was tied around his neck and that he would be cast into the bottomless sea.

But listen to Garretson: "the world is my country, to do good is my religion."

Place the two quotations side by side, thing it over — without "seeing red."

Then think of Boy Scouts and Junior Navy Leagues — in a period of a "war to end war."

Your little boy and my little boy will be conscripted for Flanders if this kind of thing keep up! Mothers, the years go quickly by; rise up in revolt against raising boys to throw into the military meat-outer.

### THAT TRAMWAYS FRANCHISE

A very clever arrangement is made whereby the different appeals are to be made to the Civic Commission. We cannot get before the Tramways Commission itself. And the separate appeals are easily handled. It means just a few little squeaks.

There are a dozen leagues which can prevent such a franchise, if any, going through if we get together.

The People's Power League will cooperate in such a movement, or initiate it if desired. A composite committee should be formed.

Will you, in your organization, or on your initiative write us at once. Tell us what you are doing and how we can help, or tell us you will join a temporary committee to concentrate on this one thing for awhile.

There is no reason in the world for us to allow the cancellation of the present franchise. If we get together we surely can hang on to what we have.

And while we are together we can consider the future of our Tramways — they are ours in 1922 when the present franchise expires.

### VALUATION OF LAND FOR REVENUE

Mr. Outhwaite recently asked the chancellor of the exchequer:—

"Whether his attention has been drawn to the fact that the government of the Commonwealth of Australia has secured as a war measure a valuation of owners of the freehold land of Australia, which has been disclosed at approximately £500,000,000, and if he will take steps to secure such a valuation of the land of the United Kingdom under the powers of the Defence Act, so as to make provision for the growing financial needs."

But Mr. Bonar Law had no hope of getting money in Britain by means of a land valuation! It remains to be seen what British Labor will have to say on the question now it is thus forcibly brought to their notice. Perhaps even the farmers will awake.

# Why Organized Labor and Socialism Do Not Go Hand in Hand

## MIGHT AND METHOD OF SOCIALISM CHALLENGED IN AMERICA

Benson the great champion of Socialist Party and one time presidential candidate quits his associates. --- The very vitals of the cause in the balance. --- His reasons conflict with Non-Americanism.

The fact of the famous socialist Benson quitting his party is of more than passing interest to the world of labor, the very hand maiden of socialism. In all labor organizations there is a certain element of socialism and invariably where the socialist is, there is angularity of some description, which often leads to controversy and sometimes storm. That there should subsist between individuals a great degree of equality in rank and fortunes has been well told by Rousseau who, while not a socialist, has often been quoted to back up socialistic opinions. He claimed that without this equality of rank and fortune, equality in point of right and authority would soon fade away. But as Benson is reported to have said in this article, this is not the socialistic doctrine. He says the socialistic party is not pro-German so much as it is Non-American. Nice distinction. At any rate the reasons for his resignation are interesting and they are all given. There is food for thought for all embryonic or advanced students on the question.

Glance for a moment at the history of socialism in this continent and it is axiomatic that its growth has not been notable for the last ten years. Why? Listen!

The civilization which the socialist seeks is more or less Utopian, but not impossible because if we were as fond of each other as we are of beauty and of power; if we were as good as we are clever the world would be as it ought to be and not as it is.

From the highest labor bodies such as the American Federation of Labor to the Nation wide congresses of labor or the smallest Trades and Labor Council of this whole continent the snarl of the socialist is echoed and reechoed around the world.

He whines at all laws, yet he does not want to keep them; he shouts for liberty even if he — like the Irishman — will go to jail to get it. The truth is that as a rule nothing suits him. He is the *bête noire* of most of the gatherings because he acts like the dog in the manger story. He believes in himself and his dreamy theories only. Even when a straight labor candidate is running for office will the average socialist vote for him. No, oh! no. On the other hand, the straight trade unionist will invariably support the socialist.

The socialists, as a body, have been augmented in this country by many foreign elements and hence their real national character has been robbed of its genuineness and a new doctrine almost as Benson says unethical and Un-American, as Gompers says, has radiated its hydra headed influence until no progress has taken place at all. In fact socialism with its many good qualities has been dragged by a quasi-political policy which is half hearted and is like the sprouting of a cactus plant over the tomb of one's dead illusions.

We believe with the socialist that there should be little luxury. We also believe that he fails to explain that luxury must either be the effect of wealth, or it must make it necessary; as Rousseau says so beautifully "It corrupts, at once, both the rich and poor; the one by means of the possession of wealth, and the other by means of the want of it."

The socialists of Great Britain, France, Belgium and other European countries, even Germany, have progressed because they were not haunted with the hallucination that to trust your impulse is to be damned. If you wish to redeem humanity, said Lucretius, you must trust humanity. The blunders of socialism have been their sources of power in the Old Country but in this country and, by that we mean America, the socialist is above the law and claims he can do no wrong.

Walpole was the first man to say "That the country which is governed best is governed least", and added that "When the Paris people speak of the garden of Eden they think of Versailles."

Fiction, fake or fact, the socialistic idea has lost its nerve because the cart was before the horse. The socialists are trying to find in the mass what is not in the atom and the wills of men will never be orchestrated by legislation.

Take these fellows like John Burroughs and Ernest Thompson Seton with all their scientific or unscientific and sentimental friends. They have flooded the world with nature studies and pedagogic, new thought methods that have outdistanced the socialist.

The wholesome good cheer of limpid forgetfulness of self has not been the doctrine of the socialist. "Back to nature" is the only true part of the socialistic doctrine which gets people anywhere. That is the slogan of many great and good men from Pastor Bryan to Theodore Roosevelt. To-day Labor has made a bad dent both in so-called nobility and orthodox Christianity. The old idea that God alone is good and that nature and the devil were playing a game, and the stakes were the souls of men is all too thin to wash, to-day.

Nothing finer has been written on the subject of socialism than the "Social Contract" by Jean-Jacques Rousseau. Here is a selection from it: "When the service of the public ceases to be the principal concern of the citizens, and they would discharge it by their purses rather than their persons, the State is already far on the way to ruin. When they should march to fight, they pay the troops to fight for them, and stay home; when they should go to Council, they send deputies and remain away, thus, in consequence of their indolence and wealth they in the end, employ soldiers to enslave their country, and representatives to sell it. So soon as a citizen says, 'What are state affairs to me?' the State may be given up for lost."

The truly great man, whether a socialist or not is he who inspires others to think for themselves. He tells you the things you already know but which you did not know you knew until he told you.

Karl Marx in his socialistic views shocks you, irritates you, affronts you so that you are jostled out of your wonted ways, pulled out of your mental ruts, and lifted out of the mire of commonplace. Tell us if you can of any socialist on this continent who can do that. If you can, then, I will tell you that socialism is advancing instead of waning in influence in North America.

Because of socialism having some good points it is talked about in the four corners of the globe, and that is its potency is because it cannot be forgotten, and it is alternately loved and hated by some of the very greatest minds.

Read Benson's story of why he left the party and you will see exactly why socialism does not progress hand in hand with Organized Labor.

(From the New York Times)

Allan L. Benson, who ran for President on the Socialist ticket in 1916, announced his withdrawal from the party yesterday, and made public his formal letter, in which he said that the party had gone under the control of foreign-born leaders, who were devoid of Americanism, and of "an anarchistic, syndicalistic minority." Mr. Benson said that the leaders he referred to were not pro-German, but were incapable by reason of their birth of seeing the difference between a covetous and imperialistic nation like Germany, fighting for conquest, and a nation like the United States fighting for principles of freedom. In his letter Mr. Benson said:

"I herewith present my resignation from the Socialist Party to take effect at once. I do so with profound regret. I believe in democracy as applied both to Government and to industry, but I do not believe in the attitude taken by the party toward the war in what has come to be known as the 'St. Louis resolutions.' I do not believe in pledging the party to acts of violence. Nor do I regard the belligerents as equally guilty. I know for instance, that Belgium is not guilty at all and that Germany is guilty of all. I know the Government of the United States wages war for neither money nor land, while the Government of Germany covets both money and land. I know that Germany, any moment she will accept it, can get a just peace, and I feel that until she will accept a just peace she should be compelled to accept war.

Believing that nothing worse could happen to the world than be placed under the heel of German imperialism I sever my relations with a party that nationally places the belligerents upon a parity and, in the State of Wisconsin, recently demanded the withdrawal of the American Army from Europe—a demand which, had it been granted, would have meant the speedy if not the instant collapse of the Allies. Nevertheless, I do not share the view of those who regard the Socialist Party as 'pro-German' if that term be deemed to indicate a state of mind which desires a German victory.

I believe the rank and file of the Socialist Party, like the rank and file of all other American parties, essentially American, and therefore ardently desirous of the defeat of the Central powers. The Socialist Party differs in this, that it has among its leaders an undue percentage of the foreign born. What is mistaken as pro-Germanism in these men is non-Americanism. By reason of their foreign birth they cannot get the American point of view. All nations look alike to them, while to Americans no nation looks like America, however much they may criticize it at times. These foreign-born leaders misled the party not because they desire to do so but because they are incapable by reason of their birth of doing otherwise.

They cannot feel what Americans feel. And they are assisted by an anarchistic, syndicalistic minority that the party, prior to the war, had always suppressed. The last suppression of this faction was the beginning of the party's downfall. When the party, by direct vote of its membership, overwhelmingly prohibited the practice of sabotage the dues-paying membership was 125,000. Pursuing their policy of rule or ruin, the syndicalists began work within the party to capture or to destroy it.

By persistent wrangling and quarreling at party meetings they discouraged and disgusted enough Socialists to bring the dues-paying membership down to 65,000, where it was at the beginning of 1916 campaign. Moreover, the syndicalists have contaminated Socialist doctrine by foisting anarchist ideas upon the country as Socialist ideas.

A few men in the party, who should have known better, have accepted and proclaimed the false doctrine that a workingman can have no country, and, therefore, that it is immaterial to him whether the country in which he lives, if it be at war, shall be defeated or not. Such men seem quite unconscious of the fact that this is the doctrine of Proudhon and Bakunin, the anarchists, rather than that of Marx, the Socialist. Marx believed that workingmen everywhere had a very real interest in the success of the North in our civil war, and upon at least one occasion wrote to Lincoln congratulating him upon what he was doing to bring such a victory about. The present foreign-born leaders of the American Socialist Party, if they had lived during the civil war, would doubtless have censured Marx for congratulating Lincoln.

For these reasons I now take leave of the Socialist Party a year after I ceased to agree with it. It seemed to me that, having been at the head of the national ticket two years ago, it was particularly my duty to wait and see if the party would not right itself. It has not righted itself. I therefore resign as a protest against the foreign-born leadership that blindly believes a non-American policy can be made to appeal to many Americans."

## CAMOUFLAGE!

Sky Pilots over in Canada,  
Often rave about Kingdom Come;  
They're not pleased with our ability;  
They're trying to stop our run.

Water, they say would be better—  
Water! Great Scott! Out here!  
We're up to our hips in water,  
Do they think we're standing in Beer!

It's easy enough to talk temperance  
When you sit in a cushioned pew,  
But try six days in the trenches  
And see what water will do.

They haven't the heart to say "Thank you!"  
For fighting in their behalf;  
Perhaps they object to smoking,  
Perhaps it's a fault to laugh.

Some of these coffee-faced Blighters  
I think must be German bred;  
It's time they called in the Doctor,  
For it's Water they have in the head.

From the Trenches

## THE NATIONAL CO-OPERATIVE CONVENTION

Plans for the first National Co-operative Convention which will be held September 25th to 27th inclusive, in Springfield, Illinois, under the auspices of the Co-operative League of America, 2 West 13th St., N. Y. C., are shaping themselves satisfactorily according to the latest bulletin issued by the League.

The Central States Co-operative Society has just laid its plans to transact its special business during the day just prior to the opening of the National Convention, and to merge completely in the Convention for all of its sessions. This thorough co-operation is most gratifying, since it will go far toward assuring the attendance necessary to make the twelve or more Round Tables successful.

Allan S. Haywood, president of Local Union 1893, United Mine Workers of America expects to be there, N. O. Nelson who has stood for many years in the forefront of American co-operation writes us from New Orleans that he will try to be with us at Springfield. "I am glad," he says, "of any and all agitation in behalf of the co-operative plan of business. I believe it is the hope of the world." Ernest O. F. Ames, president of the Pacific Co-operative League, and a hard worker for the Movement, writes: "You may plan for my presence, and I will do my utmost not to disappoint you."

C. F. Lowrie, secretary of the Co-operative Wholesale Society of America and James L. Cull, secretary of the Interstate Co-operative Society, both of Minneapolis, signify their earnest desire to participate. Similar word comes from Charles A. Lyman, general organizer for the National Agricultural Organization Society, Madison, Wisconsin; while from Canada, the general secretary of the Co-operative Union of Canada, George Keen, writes: "I hope your Illinois Convention will be a great success if it is at all possible to arrange it, you may be sure that I will put in appearance. I am very anxious to meet and exchange views with co-operators in the States." Joseph B. Brown, of the Indiana Co-operative Bureau, writes, in a letter: "You may be assured that I will be at Springfield for the Convention."

To the program of the National Co-operative Convention there have been added two round tables: The Community Center and the Co-operative Movement; and the National Unity in Co-operative Propaganda.

With the "purchasing power" in her pocket and the union label in her heart, woman reigns with the olive branch. She is mistress of the situation.

## EMPLOYERS AND UNIONS

Many complaints reach the Minister of Labor from the workmen that their employers forbid, upon penalty of dismissal, their becoming members of any labor organization. Upon investigation of such complaints are generally found to have been well founded. The Minister regrets that it is calculated to produce serious labor disturbances, and that every man must be at perfect liberty to associate himself with labor organizations of a legitimate kind. He is right. He should enforce his declaration upon employers holding government contracts. The other day a company expressed its willingness to increase wages provided its employees would promise not to join any labor organization, and in another factory a man was dismissed upon the ground, as he says, that he was trying to induce employees to join a union.

Such an attitude on the part of employers is tyrannical, unjust and unwise. It is unjust and tyrannical because it is wholly one-sided, denying to labor the organization and combination which capital always possesses. It is unwise, because it provokes discontent, as the Minister says, and because it is in direct opposition to the spirit of the age, the spirit of co-operation. It seeks to force workmen into anarchy and selfishness—every man for himself, no workman caring for the welfare of his brother. If workmen are to be forbidden to co-operate how can it be expected that labor as a whole will co-operate with capital? Order cannot grow out of anarchy, nor reciprocal help and sympathy out of selfishness.

Employers who take this ground are away behind the times. In England, the government recognizes and utilize labor organizations, and prefers to deal with them rather than with individuals. The question of industrial reconstruction has been very thoughtfully studied there, and prevailing opinion is that the organization of labor is a valuable factor in industrial co-operation and peace.

In cases where the employer is making munitions or other army supplies for our government, the government is responsible for the conditions of labor, and it ought to insist upon the principle of which the Minister of Labor approves. It should declare that the employer of labor must either recognize the labor union or surrender the contract.—Toronto Daily Star

Let us each and all resolve to give greater support to patronizing of union-made goods and such places as display shop and store cards. If we but realize the necessity of doing our full duty in this direction there is no question but that splendid results will accrue to this branch of our movement.

**ALMY'S Downstairs Store**  
Nothing over 25¢ lots under  
ALL the little odds and ends that make  
housekeeping simpler and home life  
happier are there at small prices.

**CASTORS** for that lame chair, hinges for the screen, door, screws and nails for every purpose — toys for the children, millinery "findings" with which you may alter your own and the children's hats or make new ones.  
Wonderful values in hosiery and children's wear, the latest labor saving novelties for the kitchen — toilet goods, pictures, — music — truly a wonderfully interesting place to shop in.  
**ALMYS**

# THE MONTREAL TRADES COUNCIL WILL APPEAL TRAM FARES

After a lively and interesting meeting, this decision is taken. — New schedule would take more than a million dollars out of the pockets of the workers.

Evidently the Montreal Trades and Labor Council is not going to be trifled with regarding their attitude on the new tramway fare decision. This was shown in their regular meeting on Thursday night where a hot debate ensued upon the "Manifest unfairness" to the working classes, of the Commission's decision to have the increased fares and the abolition of the transfer as well as the workmen's tickets.

After a long debate it was decided on motion of delegate France that the report of the committee regarding the new tramway fares, be adopted, that a letter embodying it should be sent to the Administrative Commission, and the sub-committee be authorized to consult the Council's legal adviser and to use all legal means to annul the contract.

Mr. Foster pointed out that as the time was very short for an appeal and it was necessary to have an interview with the Administrative Commission, and a statement made by the committee, as to what was believed to be the opinion of labor on the question.

The following letter was read and it was decided to send same:

Civic Administration Board of the City of Montreal.

Gentlemen:— In conformity with the promise made at the informal interview held last Friday between members of our executive committee and your body, we are sending you herewith a formal and official protest against, that we consider, the unfair and unjust recommendations made by the special Commission appointed to adjust the Tramway fares of this City, and to ask that your body take the necessary steps, in the interests of the Citizens, to appeal against its findings before the Public Utilities Commission of the Province, with a view of having same re-adjusted on a more equitable basis.

We base our request on the following reasons: First—The increased fares suggested are manifestly unfair inasmuch as they fall heaviest on those who can least afford to pay them, viz: the workman, the increase being approximately 75 per cent to those who use workmen's tickets, and only 44 per cent to the casual traveller.

Secondly—The abolition of the free transfer will constitute a great hardship upon the workmen and women of this City, it being almost impossible to commute the car lines in such a manner to allow of the workers reaching their destination by direct line without the use of transfer.

And lastly we feel that the figures upon which the increased fares are based should be carefully inspected and revised so that no possibility of error may exist, and to this end the books of the Company should be accessible to the proper representatives of the people in order that their interests may be fully protected.

For all of these reasons we respectfully urge that your body give our request immediate consideration. Thanking you we remain, The Montreal Trades Council.

The president said he could show figures to prove that over a million dollars were taken out of the pockets of the workers by these new fares. He added, however, that in several cities on this continent the 6 and 7 cent fares were in force as well as in three in Canada. These places were of comparatively small population.

Many delegates participated in the debate. Delegate Wall showed how hard the new fares would be on large families, on soldiers, etc. Delegate France believed that the present commission seemed to have nothing else to do but make the fares as per schedule, after the contract drawn up by the first commission, and responsible for the valuation at \$36,000,000, had been accepted, although they have made a big mistake in establishing the system of paid transfers and in increasing the price of workmen's tickets. The only remedy to the situation for him is to try by all legal means to annul the contract and to municipalize the service in 1922.

Delegate Babay objected to the higher fares based on salary raises and increased cost of materials, his idea being that employers should lose if anybody had to.

Delegate Sangster was strong for the retention of the transfer and he wanted them free at night, stating that nobody would be so foolish as to stay down town to get the use of yellow tickets at the present time in use.

Delegate Malone told how workers in the East End had difficulty getting into cars at rush hours because of the Dominion Park visitors.

Delegate Ménard wanted the original schedule made out by the Trades and Labor Council taken before the Public Utilities Commission to replace the proposed schedule now before the people.

Delegate Bourbonniere, of the Tramways Union, likened the new contract to a good automobile, but it used too much gasoline. He praised it, He

# LABOR THE WORLD OVER

General railway tie up possible. Grave fears were entertained yesterday that a general railway strike would be called all over Canada. The Federated Trades have made a demand to the Railway Board at Ottawa, and it was refused. The natural sequence must be a strike. However, all parties concerned are trying to avoid the worst and a conference with leaders of both sides may accomplish a settlement.

The men in the Federation include mechanics, carpenters, painters, etc., and generally employees of the shops in all roads, both government owned and otherwise. They are now working under a peculiar classification. They are asking to be grouped in three classes, with 75 cents an hour for men in the first class, 62½ cents for second class, and 55 cents for the third. All these rates represent increases of considerable sums over present rates and in some cases the increase amounts to 100 per cent.

The men claim the general thought that living is so high that they must get more wages, and to Mr. McAdoo's example in the States, where all rail way help received increases.

On the other hand the railways claim that to give the rates asked would impose an intolerable burden on them just now when operating costs are so high and financing so very difficult.

Vancouver tram car men walked out. Last Monday the British Columbia Electric Railway System, which covers Victoria, Vancouver and New Westminster, and whose principal inter-urban lines extend as far as Chilliwack, was tied up with a strike. They asked for higher wages and shorter hours of work. The company's electric workers also went out and at the time of going to work there seemed a remote chance of settlement. Itinerary services are in force in some places. Otherwise citizens are greatly inconvenienced.

Added to this trouble came 2,000 ship yards workers who refused to operate machines driven by the power company whose help was in strike. A conciliation board is at work.

No effort has been made to run the cars at all, but in the electric department many new workers have been enlisted.

Late Thursday the ship yards men went back to the number of 2,000 and that was in the Coughlin yards only. The President of the Street Railway Union has stated that there will be no change in their demands.

Granted wage increase in Winnipeg. The civic clerks in Winnipeg have evidently won a victory for they have been granted this week an increase of from ten to fifteen per cent in their wages. It appears however that this class of help did not take part in the recent strike of city employees.

Want more pay in St. Catharines. Papermakers at the Ontario Paper Company's mill at Thorold, Ont., near St. Catharines, and boat and shoe makers at the Maple Leaf Rubber Works at Port Dalhousie are out on strike for higher wages. There are about 300 workmen involved.

Winnipeg printers to strike. Three hundred odd job printers left work last Tuesday in Winnipeg, and are asking an increase of five dollars a week in wages. Their present wages are twenty-five dollars a week while the newspaper printers receive thirty dollars. The union have called out all men except those who work on news papers.

No peace for labor. From far off Australia comes the news that peace propaganda was condemned and repudiated at an enthusiastic demonstration by the National Labor Party held at Perth, Western Australia. The speakers who took prominent part included the former Labor Premier John Scaddan who declared that any man who suggested following the example of Russia, was a traitor.

New England cotton mills on strike. From Lowell, Mass., it is learned that seventy-five per cent of the 15,000 cotton mill operatives went to work this week despite the strike order voted by the Lowell Textile Council. Union leaders report, however, that the force reporting for duty largely comprised of unskilled workers and that the plants would be unable to operate if those now out stayed out.

The cause was a demand for a five per cent increase of wages in addition to a ten per cent increase granted on June 17. No disorder anywhere was reported and as no picketing was done the whole affair was conducted in a most orderly manner.

Later it is learned that the strike has spread to Pawtucket, R. I., where some 2,000 weavers and loom fixers walked out in 27 cotton mills in the Blackstone Valley. They too, want a fifteen per cent increase. Other departments of these mills were not affected.

Bridgeport munition workers return. The big strike in munition plants at Bridgeport, Conn., has ended and 30,000 have returned to work. Their demands were in most cases granted, but on the whole it was an appeal to their patriotism that brought peace. Employers have a grave responsibility these times in not doing everything possible to avoid the last call for strike.

# WOMEN'S WORK AND WAR

Let us everywhere and at every opportunity demand the full enfranchisement of women. This right is a fundamental need for every working woman, and, if we act intelligently, cannot be longer denied. We can never hope for equal economic opportunity and reward with men until we have the ballot. We shall continue to be discriminated against in securing and enforcing protective legislation until we are fully enfranchised. While we are winning democracy for the peasant monks of Russia, let us win democracy for our half of the American people. Surely those who are willing to die for democracy in Europe will be willing to vote for democracy in Congress!

MRS. RAYMOND ROBINS, Nat. Women's Trade Union League

The women street car conductors of New York City have received a fair amount of verbal and pictorial publicity all of which would lead one to believe that these women have taken a step forward in industrial development. The United States Bureau of Labor Statistics, however, comes to the front now with a contrary statement and this has unquestioned authority. The Bureau or statistics has investigated the 887 women thus employed and finds that their work day is ten and often fourteen hours.

The investigator for the Bureau reports specific cases where working days of 14 hours and working weeks of 86 hours have been put in by women conductors and guards. He also points out that the actual work day of a street railway employee is hardly a fair test of the strain of the employment. The women as well as the men are required to spend a considerable amount of time in waiting between runs. These waits are usually in periods too short to let the worker go home or to a place of amusement. Therefore the working day is really the time within which the entire work is completed, and these figures are even more alarming.

Using the term working day to include these short layoffs or rest periods the investigator reports that during 7 days, 62.9 per cent of the days worked by women on the lines of the New York City Railways Company were 12 hour days or longer. That during the same period 48.5 per cent of the days worked by women on the lines of the Brooklyn Rapid Transit company were 12 hour days or longer, and that 50 per cent of the days worked by women on the subway and elevated lines of the Brooklyn company were at least 12 hour days.

The investigator also reports shocking conditions regarding night work among these women. Of the 2127 total days worked by the women of the New York City Railways Company 46.6 per cent or nearly a half began between midnight and eight in the morning; 41.7 per cent ended between ten at night and four in the morning. In the case of the women conductors on the surface lines of the Brooklyn company 48.7 per cent began between midnight and eight in the morning and 36.1 per cent ended between ten at night and four in the morning. In the case of the guards on the subway-elevated lines in Brooklyn 72.2 per cent of the days began between midnight and eight in the morning and 18.5 per cent ended between ten at night and four in the morning.

The need of protective legislation is made perfectly clear by this case. As a matter of fact the New York City Women's Trade Union League had a bill of this character before the state legislature this winter. The Nichols bill which died in committee, would have protected the women against both excessive hours of work and against night work.

The Wisconsin Industrial Commission handled the matter for the State by refusing to allow the employment of women on the street cars for night runs or for more than eight hours in the twenty-four. This action was taken in connection with the employment of women on street cars in Kenosha. The State Federation of Labor and the Consumers League brought the matter to the attention of the State Industrial Commission.

Wage dispute in Paper mills. From New York it is learned that various paper makers unions throughout the United States, are threatening to go on strike unless their wage increase demand is recognized at once. The ultimatum was fixed for July 1st and the Federal Labor Board is still at work. Labor leaders state that they find it increasingly difficult to withhold men from going on strike as employers delay their decisions too long. The increase was called for about May and the wage demand was approximately fifty per cent. Should these demands be granted it will add to the cost of newsprint \$4 a ton.

Eugene V. Debs arrested in Cleveland. Eugene V. Debs, the well known labor and socialistic leader struck a snag in Cleveland the other day when he was arrested, charged with violation of the espionage act while making a speech at a socialistic state convention held in Canton, Ohio, June 16. He pleaded not guilty on all ten counts charged in the indictment and was allowed freedom on a bail bond of \$10,000, and the date of trial fixed for July 30.

Debs will be remembered by Canadians as a fiery speaker of great power and his eloquence lacks neither words nor argument wherewith to clothe it. He has been a good friend of workmen for over a quarter of a century and longer and was the terror of capitalists at all times. Certainly this paper hopes that his voice may not be silenced at this time.

# HARMONY OF HELP IN INDUSTRY

B.-H. 'English' Paint 70 p.c. Pure White Lead 30 p.c. Pure White Zinc 100 p.c. Pure Paint

This has proven to be the correct formula for Canada's rigorous climate. Made by BRANHAM-HENDERSON Limited

LABOR PARTY TO MEET SUNDAY MORNING

A special meeting has been called of the Labor Party for Sunday morning at 10.30 in the Labor Temple. Many important matters will be dealt with and all delegates are requested to attend.

DUPUIS FRERES HAVE A CHAIR BARGAIN

Always enterprising, Dupuis Freres have this week put on a bargain sale a fine line of chairs and their price is so low as to suit the pockets of everyone. They bought these chairs under contract long before the war and the bargain is one that cannot be equalled in the city. In fact it is always a money back proposition with Dupuis Freres and any workers who fail to patronize this store are missing opportunities for saving. A specialty is made of a credit system in the furniture department where easy terms are in vogue and nice treatment the watchword. No worker need be without furnishings for his home under the pleasant conditions offered at the house famous for the slogan "It pays to shop at Dupuis."

AT LOEW'S NEXT WEEK

A Wm. S. Hart wild west drama, entitled "Selfish Yates," will be presented as the feature photoplay at Loew's Theatre next week. "The Woman and the Gift," is another picture novelty by that popular author, O'Neill and will also be shown. O'Neill and Walsley in a sketch under the heading of "Comicalities of Life" will furnish the feature of the vaudeville programme. Pedrin's Monkeys in "Fun Around a Battleship," Jack Kennedy & Co. in "Don't Do It," and other acts will complete the bill.

INTERNATIONAL SECURITIES CORPORATION

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1918, incorporating M.M. Zoticque Renaud, advocate, and King's Counsel; Tancrède Jodoin, advocate; Miss Emma Bigras, stenographer; Messrs. Joseph Gallant, printer; LaSalle Renaud, commercial traveller, of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise the shares, stocks, bonds, debentures and securities of any other company, firm or corporation, and dispose of same in whole or in part by way of sale, exchange or otherwise, on the terms and conditions that may be agreed upon including the guaranteeing of the principal, interest and dividends attached thereto or any part of such securities and to enter into any agreements respecting such shares and other securities which may be deemed fit;

To apply the funds of the company for the purchase of shares, stock, bonds or other securities of any other company or corporation;

To acquire by purchase or otherwise, take on lease any movable property, rights, privileges and immunities on which the company may hold a lien or hypothec, and to give in payment of such property, rights and privileges, or for work done or for services rendered to the company, cash or bonds or shares of the company, or stock, bonds or securities of any other company or corporation which may be held by the company, or partly in one and partly in the other;

To exact and receive remuneration for its services and to accept such remuneration either in cash or in movable or immovable property, and person or persons for the promotion of the company, and to issue paid up shares as the remuneration for services rendered or to pay for same in cash, or partly in one and partly in the other;

To sell, exchange, or dispose of the whole or any part of the aforesaid property, securities or rights on such terms and conditions as the company may think fit;

To distribute among the members of the company in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To promote, organize, manage or develop, or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking;

To act as agent, and brokers for the investment, payment, transfer or collection of moneys;

# THE NATURAL LAW OF COOPERATION IS PROGRESS

The following representative business houses are sympathetic with Labor and are interested in the welfare of not only their own help but of workers generally. They believe in the LABOR WORLD and are assisting its policy of cordial relationship between Employer and Employee

A number of leading firms whose names do not appear in this list are friendly to labor and have shown their sympathy in a practical way.

A GREAT CANADIAN INDUSTRY Operating 17 mills Employing 10,000 people THE DOMINION TEXTILE CO. LIMITED Montreal - Toronto - Winnipeg

FINE FURS Holt, Renfrew & Co. Limited 405 St. Catherine St. West, Montreal

Canadian Vickers, Limited Naval Construction Works MAISONNEUVE VICKERS BUILDING 3072 Notre Dame Street, East MONTREAL, P. Q.

UNITED SHOE MACHINERY CO. OF CANADA LIMITED MONTREAL QUEBEC TORONTO KITCHENER

CANADA STEAMSHIP LINES Limited MONTREAL J. W. NORCROSS, Vice-Pres. & Managing Director

Goodson's Limited Business Hours: 8.30 a.m. to 5.30 p.m. Telephone Uptown 7000

THE THOS. DAVIDSON Manufacturing Co. Limited MONTREAL Canada TORONTO WINNIPEG

HOWARD SMITH PAPER MILLS Limited Makers in Canada of "High Grade Papers" Head Office: 138 McGill Street - MONTREAL

THE SHAWINIGAN WATER AND POWER CO. POWER BUILDING, CRAIG ST. MONTREAL, Canada.

LAPORTE, MARTIN, LIMITEE EPICIER EN GROS 584 rue Saint-Paul Ouest Tel. Main 3766. MONTREAL

HUDON HEBERT & Cie Limitee IMPORTATION ET GROS Alimentation, Vins, Liqueurs 18 De Brosses. MONTREAL

OGDENBURG COAL & TOWING COMPANY Sole agents for D. L. & W. The Standard Scranton Anthracite Satisfies Branch Yards at - St. Henry, Mile End, Maisonneuve, Hochelaga, Westmount, Cor. Metford and Ottawa Sts. Montreal, P.Q.

CANADA IRON FOUNDRIES LIMITED Car Wheels, Cast Iron Pipe and Specials, Castings of all kinds MONTREAL, FORT WILLIAM, ST. THOMAS, HAMILTON, THREE RIVERS, LONDONDERY

DAVIE Shipbuilding & Repairing Company Limited LEVIS, Que.

MECHANIC'S TOOLS Reasonable Prices Send for catalogue or call at our store. High Grade THE CANADIAN FAIRBANKS-MORSE CO. LIMITED 84 St. Antoine Street, Montreal.

Always Something Good at LOEW'S The Union-Right-Through Million Dollar Playhouse

30th SEASON SOHMER PARK The Oldest Amusement Enterprise in Canada. Every Day: 3 and 8 P.M.

IT IS FOLLY TO WEAR READY MADE CLOTHES SUIT OR OVER COAT \$15 MADE TO YOUR MEASURE

EVERYTHING IN RUBBER MADE IN CANADA The emblem of quality and fair dealing. RUBBER FOOTWEAR, RAIN-COATS, AND DRUGGISTS' SUNDRRIES

CANADIAN CAR & FOUNDRY CO. Limited. Freight and Passenger Cars of every description HEAD OFFICE - MONTREAL WORKS: Montreal, Amherst & Ft. William

THE ONTARIO FURNITURE CO. is the Workmen's Friend WHY? Because we fit your house with everything and our terms are the easiest in the city. Look over your home to day and then come to us. Credit or cash and easily the most generously handled house in the city. Corner of Beaufort and Ontario Sts. All orders transfer there.

TAKE NO CHANCES ON WINES & LIQUORS. We have no agents and are importers direct. The largest house in Montreal selling at retail price and we ship everywhere. Our price list will interest you. The Pacific Liquor Co. 1311 St. Andrew St. Montreal. (Opposite Windsor Station).

ALMY'S LIMITED Montreal's Largest Department Store. ALL CLASSES OF GOODS Excellent Service Satisfaction Always

MINARD'S LINIMENT "KING OF PAIN" Use it and get cured

Dupuis Freres THE PEOPLE'S STORE First class departmental store famous for the Steganz "It pays to shop at Dupuis"

R. C. Jamieson & Co. Limited Manufacturers of Fine Varnishes, Paints & Colors 264 St. Patrick St., MONTREAL Vancouver Branch: 1073 HAWES ST. GASTROLET Calgary Branch: 235, 7th AVENUE, WEST.

ANGLINS LIMITED Contracting Engineers 65 Victoria Street, Montreal Tel. Uptown 2640

E. B. EDDY COMPANY LIMITED HULL, Que. Montreal Branch: ST. PETER STREET

The Dougall Varnish Company Limited MONTREAL, Canada. The varnish that lasts longest

NOVA SCOTIA STEEL & COAL CO. LIMITED Head office and Works: NEW GLASGOW, N. S. Sales Offices: Windsor Hotel and at 43 St. Sacrament St. MONTREAL

The James Shearer Co. Ltd. General Contractors Dealers in Lumber, Mouldings, Terrick & Heavy Timbers, a Specialty. 225 St. Patrick Street Tel. Victoria 1533 - MONTREAL

FOR PRINTING according to best traditions and of modern methods to give force and beauty to the conception of our taste, call at - MERCANTILE PRINTING 2 St. Paul Street East Main 1698 MONTREAL

BELGO CANADIAN PULP & PAPER COMPANY Limited. SHAWINIGAN FALLS, Que. General Sales Office 51 ST. JAMES STREET, MONTREAL

THE PARKHILL MANUFACTURING COMPANY, LIMITED MONTREAL "Alaska" on an article in such high-grade every particle.

MONTREAL COAL AND DOCK CO. LIMITED Superior Quality Steam Coal

MINARD'S "KING OF PAIN" LINIMENT The old reliable remedy for rheumatism, neuralgia, sore throat and sprains. Best Liniment Made MR. A. E. LAUNDY, EDMONTON, writes: "I fell from a building and received what the doctor called a very bad sprained ankle and told me I must not walk on it for three weeks. I used MINARD'S LINIMENT and in six days I was out to work again. I think it the best liniment made."

Minard's Liniment always gives satisfaction. For any rheumatic pain, it gives instant relief. Co., Limited Yarmouth, N.S.